



PROJET DE DÉPLOIEMENT DES TECHNOLOGIES ET INNOVATIONS ENVIRONNEMENTALES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Rapport de l'atelier de lancement du PDTIE
Kinshasa, 27 au 30 septembre 2021



Plan du rapport

1. Introduction.....	3
2. Objectifs de l'atelier.....	4
3. Méthodologie.....	4
4. Cérémonie protocolaire de lancement du PDTIE.....	5
5. Recadrage et validation des outils de travail	10
5.1. Cadre institutionnel et opérationnel.....	10
5.2. Gouvernance, rôle et synergie	10
5.3. Programme de formation.....	13
6. Restitution des études de référence.....	25
6.1 Des similitudes entre le Cameroun et la RDC.....	25
6.2 Des différences	25
6.3 Recommandations.....	26
7. Validation du Manuel des procédures.....	29
8. Jury de sélection.....	29
9. Formation administrative et financière	31
10. Annexes.....	31
10.1 Programme de l'atelier de lancement.....	31
10.2. Liste des participants.....	34

1. Introduction

L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), en partenariat avec l'Université Kongo en République démocratique du Congo (RDC), Eden Africa et Ingénieurs Sans Frontières au Cameroun, a reçu un financement du Fonds ACP pour l'Innovation, Programme de Recherche et d'Innovation de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), un programme mis en œuvre par l'OEACP, avec la contribution financière de l'Union européenne à hauteur de 4,2 millions d'euros pour la mise en œuvre du projet de «Déploiement des technologies et innovations environnementales pour le développement durable et la réduction de la pauvreté (PDTIE)» au Cameroun et en RDC.

L'objectif général du projet est de contribuer à créer un environnement de la recherche et innovation inclusif et favorable au développement durable (DD) en RDC et au Cameroun.

De façon spécifique, il s'agit d'améliorer la recherche et l'innovation appliquées au Cameroun et en RDC afin de favoriser le développement et l'application accrue de technologies respectueuses de l'environnement par les acteurs du changement.

Trois résultats permettront d'atteindre cet objectif spécifique, notamment :

- Les capacités de recherche et innovation (R&I) des parties prenantes sont améliorées par la formation des ressources humaines ciblées et la dotation en moyens matériels et financiers nécessaires.
- Les innovations scientifiques et techniques développées pour le DD et promues par l'intervention sont adaptées aux contextes, besoins et savoirs locaux de la RDC et du Cameroun.
- Les populations et le secteur privé ont accès aux connaissances techniques et aux innovations promues par l'intervention à un coût abordable dans la zone d'intervention.

Les principales cibles du projet sont :

- 15 organisations/institutions de recherche intervenant dans la R&I.
- 800 jeunes scientifiques, techniciens et ingénieurs d'Afrique centrale (30 % de femmes minimum).
- 50 000 jeunes formés à la culture numérique, dont au moins 10 % de scientifiques, techniciens et ingénieurs (30 % de femmes minimum).
- 100 porteurs d'innovations.
- 100 PME mises en relation d'affaires avec les innovateurs.
- 6 OSC et/ou médias.
- 100 structures sociales de base (écoles, centres de santé, groupements agricoles, etc.).

Le Projet de Déploiement des Technologies et Innovations Environnementales pour le développement durable et la réduction de la pauvreté (PDTIE), dont l'atelier de lancement a été organisé les 27 et 28 septembre 2021 à Kinshasa (Hôtel Memling), en République démocratique du Congo (RDC), marquera un changement important pour relever les capacités d'innovation au Cameroun et en RDC. Conformément à la planification opérationnelle du projet. Cet atelier officiel a permis de réunir les partenaires du projet, des représentants des administrations ciblées dans le pilotage du projet de même que des

représentants des principaux bénéficiaires pour échanger et affiner les cadres opérationnels de mise en œuvre tout en présentant les documents produits ou actualisés (cadre logique, étude de référence, cahiers de charge des organes de gouvernance) dans la phase de démarrage du projet. Il visait à présenter de façon officielle et concertée le dispositif opérationnel du projet tout en favorisant une meilleure compréhension et appropriation du projet par toutes les parties prenantes.

Une quarantaine de cadres et spécialistes de la recherche, de l'enseignement supérieur et du développement durable du Cameroun et de la RDC ainsi que les représentants d'institutions partenaires ont participé à l'atelier de lancement du PDTIE. Organisé sous format hybride, il a été simultanément suivi par 1450 francophones sur Zoom et Facebook, y inclus 20 organisations éligibles au soutien financier aux tiers.

2. Objectifs de l'atelier

L'objectif général de l'atelier de lancement était de contribuer d'une part, à une meilleure compréhension et appropriation du projet par les différentes parties prenantes, notamment les institutions actives dans le secteur de la recherche-innovation et d'autre part, à valider de façon consensuelle les documents du projet produits (manuel d'exécution, étude de référence) lors de la phase de démarrage du projet.

Cinq objectifs spécifiques étaient poursuivis, à savoir :

- Contribuer à une meilleure compréhension, appropriation et visibilité du projet ;
- Relever les principaux défis constatés pour la mise en œuvre harmonieuse du projet et proposer des pistes de synergie pour améliorer la cohérence et l'efficacité du projet ;
- Partager avec les participants les documents de référence du projet produits ou actualisés (cadre logique révisé et étude de référence) dans la phase de démarrage ;
- Formuler des suggestions pour une meilleure intégration des administrations nationales dans le pilotage du projet ;
- Dégager des pistes pour renforcer l'accompagnement technique des équipes nationales et des bénéficiaires tout en définissant le programme de formation technique et le mécanisme de suivi des projets mis en œuvre par les bénéficiaires tiers.

3. Méthodologie

L'atelier s'est tenu en séances plénières et en travaux de groupe, autour de cinq (5) grandes étapes :

1. La cérémonie protocolaire de lancement du PDTIE.
2. Les travaux de recadrage et de validation des outils de travail.
3. La restitution des études de base sur l'état des lieux de la R&I dans les établissements de l'enseignement supérieur et universitaire et les centres de recherche en RDC et au Cameroun.
4. Le jury de sélection des structures bénéficiaires des subventions PDTIE.
5. La formation administrative et financière.

4. Cérémonie protocolaire de lancement du PDTIE

La cérémonie protocolaire d'ouverture a été présidée par le ministère des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo, représenté par la Déléguée générale en charge de la Francophonie. Elle a connu huit allocutions prononcées tour à tour par le Recteur de l'Université Kongo, le Sous-secrétaire général de l'OEACP, l'Experte senior de la Commission européenne, le Chef de la coopération de l'Union européenne en RD Congo, la représentante de l'Unité de gestion du Programme de recherche et innovations de l'OEACP, le Directeur a.i. de l'IFDD, le Directeur de cabinet de la Vice-1^{er} ministre - ministre de l'Environnement, et la Déléguée générale en charge de la Francophonie au nom du Vice-1^{er} ministre - ministre des Affaires étrangères.

Toutes les allocutions avaient quatre points communs :

1. La volonté, à travers le PDTIE, de contribuer à préserver la planète des désastres écologiques actuels.
2. L'exhortation à rendre durable les actions en faveur de l'environnement par la promotion de la recherche et l'innovation auprès des jeunes.
3. Les félicitations adressées aux initiateurs et partenaires financiers de ce projet.
4. L'invitation aux chercheurs à tout mettre en œuvre pour parvenir à des résultats probants.

▪ Mot de bienvenue du Recteur de l'Université Kongo



Le Recteur de l'Université Kongo, le Professeur Odilon Gamela Nginu, a souhaité la bienvenue à tous les participants. Il s'est réjoui que l'Université Kongo soit un des partenaires de ce projet et a profité de l'occasion pour féliciter le Professeur Val Masamba et I&F Entrepreneuriat qui en sont les initiateurs et les porteurs au sein de l'Université Kongo. Il a fait savoir que son université était fière de faire partie du consortium PDTIE. Il a rappelé la place des savoirs locaux dans la maîtrise des questions et effets environnementaux, et a souhaité que les résultats du projet puissent contribuer à renforcer ces liens. Car si, a-t-il dit, nos ancêtres sont parvenus à apprivoiser et valoriser les pratiques du savoir traditionnel pour une bonne gestion et maîtrise de l'environnement, nous qui maîtrisons aujourd'hui les nouvelles technologies devrions faire mieux. L'inconscience et l'insouciance sur la providence environnementale n'ayant plus droit de cité.

Il a néanmoins relevé un double défi pour y parvenir : sortir la recherche dans le Bassin du Congo de sa morosité, et le PDTIE paraît comme une aubaine pour y parvenir ; et rendre utile la recherche par des pratiques environnementales qui profitent aux populations actuelles et futures. Il a exhorté les institutions de recherche et les autres acteurs à s'impliquer activement dans ce projet et à rendre plus stimulantes nos recherches. Il a terminé par émettre le vœu de voir une forte adhésion du gouvernement, dans le financement d'une recherche permanente et efficace, au lieu de laisser ce dernier entre les

moins de l'aide extérieure, étant donné qu'aucun pays ne peut se développer sans la recherche.

▪ **Allocution du Sous-secrétaire général de l'OEACP en charge du Département des Questions politiques et du développement humain**

Le deuxième intervenant, Dr Ibrahim Norbert Richard, Sous-secrétaire général de l'OEACP en charge du Département des Questions politiques et du développement humain, est intervenu en ligne. Il a fait part du réel plaisir qu'il avait d'avoir été invité à participer à cette cérémonie de lancement du PDTIE. Il a donné l'objectif poursuivi par l'OEACP, à savoir « libérer le potentiel d'innovation inclusive des pays ACP et soutenir leur transition vers des économies basées sur la connaissance pour le développement durable et la réduction de la pauvreté ». En rapport avec cet objectif, l'OEACP a lancé un programme de recherche intitulé « Fonds ACP pour l'innovation » qui vise trois objectifs : 1) augmenter la littérature numérique, la connaissance et l'utilisation des technologies émergentes ; 2) renforcer les liens efficaces entre le développement des compétences en recherche et innovation et la demande du marché du travail ; 3) permettre des synergies de l'écosystème de la recherche et de l'innovation. Le PDTIE, a-t-il précisé, est l'un des projets du Fonds ACP pour l'Innovation du programme de recherche et Innovation de l'OEACP, les deux autres étant i) le Mécanisme de soutien aux politiques, et ii) le Portail web. Le PDTIE est l'un des huit programmes sélectionnés à l'issue d'un appel à propositions lancé en 2019 et qui se concentre sur les technologies et les innovations environnementales en Afrique centrale. Il a reconnu que les activités du projet ont démarré dans un contexte difficile de la pandémie Covid, mais il reste convaincu que des adaptations vont se faire continuellement en fonction de cette pandémie, celle-ci nous apprenant ou nous invitant du reste à innover grâce aux technologies numériques. Il a insisté sur la nécessité de veiller à ce que les bénéficiaires des résultats du PDTIE soient continuellement impliqués dans la phase de mise en œuvre pour garantir que les impacts des projets soient visibles, reproductibles et durables. Il a promis un soutien du Secrétariat de l'OEACP et plus particulièrement de l'Unité d'Assistance Technique (UAT) dans la mise en œuvre du projet.

▪ **Intervention de l'Experte senior, Unité STI et digitalisation, DG Partenariats internationaux, Commission Européenne**

Madame Simona MARI, Experte senior, Unité STI et digitalisation, DG Partenariats internationaux, Commission Européenne, est elle aussi intervenue en ligne. Elle a fait part de son plaisir de participer à cette cérémonie de lancement officiel et en a remercié l'IFDD, l'OEACP et leurs partenaires d'avoir organisé cet atelier. Elle a rappelé que ce projet est financé par l'Union Européenne dans le cadre d'une coopération de longue durée (depuis 2006), entre le Secrétariat de l'Union Européenne et l'OEACP. Ce nouveau programme vise à financer des projets porteurs de nouvelles idées et inclusives : universités, organismes gouvernementaux, secteur privé et société civile, devant permettre un transfert des technologies et connaissances entre ces différents partenaires. Le PDTIE répond à ce souci de créer un environnement propice au transfert des technologies et connaissances pour l'environnement et le développement durable. Il s'agit d'exploiter tout le potentiel de la science et de la technologie au profit de tous. Elle a rappelé que ce projet est ambitieux, au regard des résultats attendus, notamment 2 Fab Labs à mettre sur pied et 120 innovations à déployer sur plusieurs thématiques qui intéressent des femmes et des jeunes. Mais aussi des projets avec une grande visibilité de toutes les activités qui seront mises en œuvre. À ce sujet, elle a fait part de tout l'intérêt de la Commission européenne à voir de visu les différentes activités sur le terrain, leurs résultats et leurs responsables. Elle a terminé par souhaiter une bonne chance dans la mise en œuvre de ce projet important.

▪ Intervention du Chef de la coopération de l'Union européenne en RDC



Le quatrième intervenant a été Monsieur Laurent Sillano, Chef de la coopération de l'Union européenne en RDC. Il a remercié Mme la Secrétaire générale de la francophonie pour l'avoir invité à participer à cette cérémonie de lancement de l'atelier et à la sélection des projets. Il a félicité l'IFDD et ses partenaires pour cet important projet. Pour lui, la participation de l'Union européenne à cet atelier et ce projet se justifie par son Programme « Pacte vert » qui a deux volets.

Un volet intérieur qui vise à relever le défi du changement climatique (CC) et de la dégradation de l'environnement en Europe, notamment par la transformation des économies modernes et efficaces dans l'utilisation des ressources, pour permettre la réduction des gaz à effet de serre entre autres. Quant au volet extérieur, il s'agit de faire de l'Union européenne le leader du débat climatique, un partenaire dans l'atteinte des ambitions et des objectifs climatiques ambitieux des gouvernements, et de faire ainsi du « Pacte vert » une alliance de tous et de toutes vers un objectif commun, celui d'une exploitation durable des ressources naturelles dans une perspective de réduction des inégalités, d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de préservation des biens mondiaux, dont le massif forestier du bassin du Congo. Le PDTIE est à ses yeux une parfaite illustration de cette alliance gagnant-gagnant que l'Union européenne appuie fortement. Ce projet pourrait s'inscrire dans sa stratégie de s'appuyer sur les aires protégées pour promouvoir une approche territoriale du développement local dans laquelle la préservation de ressources naturelles et la diversification économique, avec un accent particulier sur le développement durable et la sécurité alimentaire, font partie de cette alliance gagnant-gagnant. C'est le cas également de sa stratégie d'appuyer une diversité d'acteurs, notamment le gouvernement et la société civile, pour qu'ils jouent leur rôle dans la transformation climatique. Il a enfin invité le PDTIE à s'approprier ces efforts et a rassuré les participants que l'Union européenne sera à leur côté pour la mise en œuvre du PDTIE.

▪ Présentation du Programme de recherche et innovations de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique par l'Unité d'assistance technique du Programme

La cinquième intervenante a été Mme Laure DUTAUD, de l'Unité d'assistance technique du Programme de recherche et innovations de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Elle est intervenue en ligne. Elle a commencé par se réjouir de l'organisation de cette cérémonie de lancement. Elle a rappelé que le consortium regroupe 79 pays et s'exécute en trois volets : i) Mise en place d'un Fonds pour l'innovation ; ii) Mécanismes de soutien aux politiques, et iii) Portail Web pour faciliter la fertilisation croisée des connaissances. S'agissant du Fonds pour l'innovation, elle a rappelé qu'il a été lancé en 2019 pour i) améliorer l'accès à la culture numérique, la connaissance et l'utilisation des technologies émergentes ; ii) mieux connecter le développement des compétences en R&I ; iii) faciliter les synergies dans l'écosystème de la R&I ; et iv) promouvoir les savoirs locaux.

Elle s'est réjouie que huit projets aient été sélectionnés, dont deux en Afrique centrale. S'agissant des mécanismes de soutien aux politiques, elle a précisé que des experts de haut niveau fournissent aux autorités publiques nationales ou régionales des recommandations pratiques pour i) améliorer la conception et la mise en œuvre des politiques et stratégies ; ii) développer des capacités ; etc. Elle a invité les participants à s'enregistrer sur la plateforme InnovationXChange, un réseau social des acteurs de la recherche et de l'innovation qui facilitera la mise en relation et les synergies entre les acteurs de la recherche.

▪ **Allocution du Directeur a.i. de l'IFDD**

Le sixième intervenant, Monsieur Tunao Kiri, Directeur a.i. de l'IFDD, a commencé par présenter les chaleureuses salutations de Madame Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, et ses souhaits de plein succès de l'atelier. Monsieur Tounao a souligné la présence à l'atelier de l'Agence universitaire de la Francophonie, des représentants du Cameroun et de la RDC, de l'Université Kongo, etc. Il a relevé que la préservation de l'environnement, la résilience climatique, la réduction de la pauvreté sont un enjeu de taille pour notre planète qui s'est fortement dégradée, comme en témoigne la recrudescence des catastrophes naturelles, pour ne citer que cela. Il a insisté sur le fait qu'il est temps d'agir, et que les pays ont besoin de toutes leurs énergies car nous sommes collectivement responsables, a-t-il dit, et nous n'avons plus le droit de croiser les bras. Il faut prendre la question environnementale au sérieux, et le militantisme écologique ne suffit plus. « La recherche scientifique et l'innovation doivent jouer un rôle clé dans l'imagination des nouvelles sociétés respectueuses de l'environnement dans les pays du Bassin du Congo ». C'est, a-t-il précisé, le fondement même de ce projet que l'on veut avantgardiste. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) fait de ces questions une priorité, d'où la création de l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD). Et l'IFDD ne peut atteindre ses objectifs sans les partenaires, dont l'Union Européenne, l'Université Kongo, EDEN Africa ou ISF Cameroun, Il a fini par remercier les chercheurs qui se sont lancés dans la compétition pour soumettre des projets, et a formulé l'espoir que de cet atelier sorte des recommandations pertinentes pour soutenir la recherche.

▪ **Allocution du Directeur de cabinet de la Vice-Première ministre en charge de l'Environnement et du développement durable de la RDC**

Monsieur Yves Kitumba, Directeur de cabinet de la ministre de l'Environnement et du développement durable a donné lecture de l'allocution de Son Excellence Mme Eve Bazaiba Masudi, Vice-Première ministre et ministre de l'Environnement et du développement durable. Madame la Vice-Première ministre s'est elle aussi réjouie de l'organisation de cet atelier. Elle a indiqué que la mobilisation pour l'innovation est un devoir commun et l'accès au savoir est un droit. L'innovation environnementale et le développement durable ne sont pas des modes, a-t-elle insisté, mais une nécessité. Elle s'est réjouie qu'à travers ce projet, l'accès aux connaissances sur les innovations environnementales des jeunes, des femmes, des PME, du monde rural, etc., sera assuré au cours des prochaines années. Pour Madame la Vice-Première ministre, la stratégie de l'IFDD en RDC et au Cameroun devrait constituer un cadre de référence. Elle considère le PDTIE comme une réponse forte aux difficultés économiques et sociales des populations. Cet atelier devrait permettre de s'approprier des éléments nécessaires pour la mise en œuvre et le suivi de ce projet. Elle a conclu en espérant que des éléments positifs sortiront des échanges et permettront à la RDC de jouer sa partition, et ce au regard de la qualité des participants.

- **Allocution de lancement officiel du PDTIE du Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères**

Enfin, Madame Nefertiti Mushiya Tshibanda, Déléguée générale à la Francophonie en RDC, a prononcé l'allocution d'ouverture de l'atelier, au nom de Son Excellence Monsieur Christophe Lutundula Apala Pen'Apala, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Après avoir souhaité la bienvenue en terre congolaise à tous les participants, elle a rappelé que toutes les nations du monde sont déjà entrées dans une course contre la dégradation de l'environnement. Et toutes les nations sont invitées à se mobiliser autour de ce fléau, qui nécessite une remise en question de nos pratiques. Elle a souhaité que les chercheurs parviennent à trouver des solutions de réutilisation et d'amélioration des pratiques existantes, et inventent des solutions idoines de prise en charge du patrimoine mondial. Elle a rappelé que le Bassin du Congo est le 2^{ème} poumon mondial de réserve après l'Amazonie, mais il encourt de plus en plus des risques. D'où la nécessité d'une utilisation plus rationnelle de ce patrimoine. Le PDTIE représente donc, à ses yeux, une opportunité d'enrichir la palette d'initiatives permettant de valoriser le riche potentiel de la région, tant il s'inscrit en faveur de la protection du bien commun, du patrimoine naturel, de l'humanité et de l'environnement pour les générations futures. La conscientisation reste le socle. Madame Mushiya Tshibanda a informé les participants que le ministère des Affaires étrangères attend de ce vaste projet des solutions contextuelles, pratiques, innovantes, mais aussi consommables, solutions issues des génies de nos chercheurs, et qui devront démontrer que l'Afrique peut proposer des solutions au monde. Elle a salué et remercié l'Union européenne qui a financé le projet, ainsi que l'IFDD et les autres institutions impliquées dans sa mise en œuvre. Elle a déclaré que le ministère des affaires étrangères va accompagner ces efforts. Sur ce, elle a déclaré ouvert l'atelier officiel de lancement du projet.



5. Recadrage et validation des outils de travail

Après la cérémonie d'ouverture, le reste de la première journée de travail a été consacré aux travaux de groupe pour recadrer et valider les outils de travail du PDTIE. Trois groupes ont été constitués :

- Groupe de travail 1 : Cadre institutionnel et opérationnel du projet ;
- Groupe de travail 2 : Gouvernance, rôles et synergie des parties prenantes;
- Groupe de travail 3 : Programme de formation technique.

5.1. Cadre institutionnel et opérationnel

Le Groupe de travail n° 1 a modifié et hiérarchisé les organes de gouvernance du PDTIE. Il a aussi suggéré un mécanisme autonome de gestion des projets financés. La figure n° 1 donne l'Organigramme du PDTIE. Elle montre trois grandes entités : l'Entité stratégique, l'Entité technique et l'Entité opérationnelle. L'Entité stratégique comprend le Comité d'orientation stratégique composé du représentant de l'OIF, de 8 représentants par pays des ministères en lien avec la R&I, de 2 représentants des structures patronales, et des observateurs.

L'Entité technique comprend le Comité de Pilotage et le Comité Technique. Le Comité de pilotage est constitué par le Directeur de l'IFDD, le Recteur de l'Université Kongo, la Présidente de EDEN Africa (Entrepreneurship Development Educational Network in Africa) et le Coordonnateur d'ISF (Ingénieurs Sans Frontières). Quant au Comité Technique, il est constitué de la Cheffe du projet, des Coordonnateurs nationaux du projet au Cameroun et en RDC. Dans chaque coordination nationale du projet, on retrouve un Attaché de programme, un Assistant administratif et financier, et un Responsable de la Communication.

5.2. Gouvernance, rôle et synergie

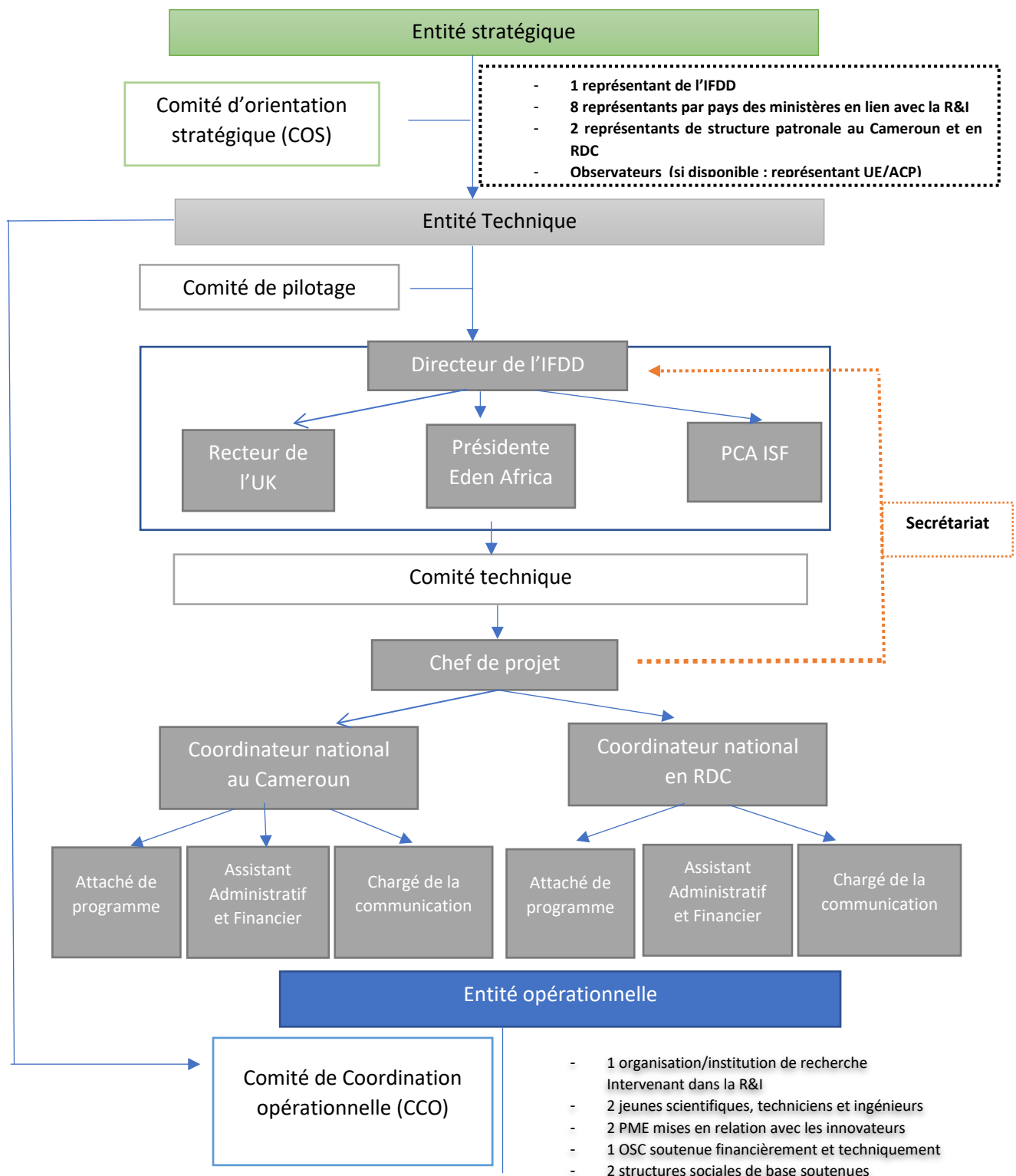
Le deuxième Groupe de travail a peaufiné la composition et le rôle de chaque entité, ainsi que les synergies devant exister entre ces entités.

La gouvernance du PDTIE est structurée autour de trois (3) entités complémentaires qui sont :

- 1- **Entité stratégique** : le Comité d'Orientation Stratégique (COS) qui rassemble les acteurs institutionnels, privés et des programmes de développement nationaux.
- 2- **Entité opérationnelle** : le Comité de Coordination Opérationnelle (CCO) qui rassemble les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet, en particulier les représentants des groupes cibles.
- 3- **Entité technique** : le Comité de Pilotage (CP) et le Comité Technique (CT) qui rassemblent les membres du Consortium impliqués dans la gestion quotidienne et le pilotage du projet.

5.2.1. En ce qui concerne la composition

L'organigramme ci-après articule la composition et la hiérarchisation détaillée des organes.



5.2.2. Concernant les rôles

Entité technique :

L'entité technique a pour rôle de :

- mobiliser les parties prenantes ;
- planifier les activités qui doivent être menées ;
- faire le suivi technique et financier de la mise en œuvre des activités ;
- exécuter directement certaines activités ;
- assurer la visibilité du projet et des bailleurs à tous les niveaux ;
- faire le rapportage technique et financier.

❖ Comité technique (CT)

Composante de l'Entité technique tout comme le CP, le CT est le principal responsable du suivi de la mise en œuvre opérationnel du PDTIE. Il a quatre (4) principales responsabilités à savoir :

- Définir les méthodes et procédures d'intervention.
- Elaborer le plan de mise en œuvre du PDTIE.
- Coordonner le suivi de la gestion technique, administrative et financière du PDTIE.

❖ Comité de pilotage (CP)

Le CP est le principal pilier de la mise en œuvre des recommandations du COS. Le CP a spécifiquement pour rôle de :

- superviser les activités du Comité Technique;
- procéder à l'évaluation des niveaux d'atteinte des indicateurs ;
- redéfinir éventuellement les priorités des activités ;
- décider du maintien ou non d'un partenaire du Consortium.

Entité opérationnelle :

L'Entité opérationnelle a pour rôle de :

- faire le suivi participatif ;
- assurer la remontée des informations sur la mise en œuvre ;
- identifier les opportunités et les menaces du projet en vue de la pérennisation ;
- faire des propositions d'amélioration ;
- assurer la visibilité du projet et des bailleurs dans les réseaux sociaux.

Entité stratégique :

Le Comité d'Orientation Stratégique a vocation de conseiller le PDTIE dans la définition de ses grandes orientations et veille à son orientation stratégique. De ce fait, il s'assure de la cohérence de la mise en œuvre des activités du projet avec les stratégies nationales de développement durable. Le Comité d'orientation stratégique est co-dirigé par les représentants des Ministères en charge des Affaires Etrangères

En tant qu'entité opérationnelle, le CCO est un organe de consultation à l'échelle nationale. Il a pour principale mission d'évaluer, du point de vue des bénéficiaires la mise en œuvre du PDTIE. À ce titre, le CCO s'attèlera à faire l'analyse SWOT des rapports entre le PDTIE et les bénéficiaires.

Les interventions, la composition, la périodicité des rencontres, les modes de participation de ces différents organes sont détaillées dans le manuel de procédures

5.2.3. S'agissant de la synergie

L'animation du projet au niveau international est assurée par la Cheffe du projet. Elle centralise et communique toutes les informations ; rappelle les tâches à exécuter selon le calendrier établi; s'assure de l'allocation des moyens ; rappelle et organise les rencontres statutaires et les matières à traiter ; met à disposition la documentation nécessaire ; Au niveau des pays, l'animation du projet est assurée par le Coordinateur national du projet ; Les rapports du Comité technique sont adressés au Comité de pilotage.

5.3. Programme de formation

Le PDTIE vise à appuyer les efforts des pays membres du Bassin du Congo pour le renforcement des capacités sur la recherche et l'innovation en faveur du développement durable. Le projet a, entre autres, comme objectif le développement d'un programme de formation technique en faveur de **800 jeunes d'Afrique centrale** pour répondre aux besoins émergents de la recherche et de l'innovation et impulser une pépinière de chercheurs et d'innovateurs.

Le troisième groupe de travail avait pour objectif de dégager les grandes lignes du programme de formation technique du PDTIE. Ce dernier vise à renforcer les capacités techniques et les compétences d'au moins 800 jeunes scientifiques, techniciens et ingénieurs d'Afrique centrale (dont 30 % de femmes) par des formations en présentiel en lien avec l'innovation et les secteurs d'activités de ces chercheurs, à travers 16 formations présentiels, originales et utiles au Cameroun et en RD Congo en 2022 et 2023, avec 50 participants par formation, soit 400 jeunes scientifiques et innovateurs à former par an.

5.3.1 Phase de préparation

Cette phase permettra de valider ou d'enrichir, de retenir les structures et formateurs à mobiliser pour les formations et de négocier les partenariats et contrats devant faciliter la mise en œuvre de ce volet. Il s'agira entre autres de :

- a) **Identifier des structures et personnes ressources à mobiliser éventuellement pour la mise en œuvre de ces programmes de formation :**
 - Identifier les structures pouvant accueillir les participants : hébergement
 - Rencontrer des autorités locales pour identifier la meilleure activité hors formation pour la localité concernée et visiter une expérience concrète en matière de développement durable.
 - Cibler les universités, centres de recherche, prestataires pédagogiques et autres chercheurs/formateurs indépendants qui assureront les formations pendant les ateliers.

- Conclure des collaborations avec les ministères et les organisations patronales ainsi que d'autres acteurs pertinents ciblés pour la mise en œuvre des activités.

Quelques structures éventuelles identifiées par le 3^e groupe (liste non exhaustive qui sera aussi complétée et diversifiée par une liste de centres de formation ; de chercheurs, de formateurs et de consultants indépendants :

- **RDC :**

No	Nom de la structure	Service à offrir
1	École Régionale Postuniversitaire d'Aménagement et de Gestion intégrés des Forêts et Territoires tropicaux (ERAIFT)	Formations thématiques diverses en lien avec les forêts
2	Université de Kinshasa (Faculté des sciences agronomiques, Sciences pharmaceutiques)	Formation thématiques liées à la production agricole durable, agroéconomie et chaîne de valeur, informatique et santé
3	Université de Lubumbashi	Formations liées à l'architecture et au paysage
4	Université de Kisangani	Formation en environnement
5	Université catholique de Goma	Formations diverses
6	Institut congolais pour la conservation de la nature	Formation sur la gestion des parcs
7	Institut national d'étude et recherches agronomiques	Formation en réserves naturelles
8	Université de Bukavu	Formations diverses

- **Cameroun :**

No	Nom de la structure	Service à offrir
1	Faculté d'agronomie et des sciences agricoles (FASA) – Université de Dschang	Formation et accueil des participants
2	École nationale des eaux et forêt (ENEF) Mbalmayo	Accueil des participants avec dortoirs et réfectoires et restaurants
3	Université Inter-États de Sangmélima	Formation en informatique & Accueil des participants
4	Faculté d'agronomie et des sciences agricoles - Maroua	Formation & Accueil des participants avec dortoirs, réfectoires et restaurants
5	Université de Maroua	Formations diverses
6	IRAD : Institut de Recherche Agricole pour le Développement.	Formation

7	IMPM : Institut de Recherche Médicales et d'études des Plantes Médicinales.	Formation
8	MIPROMALO : Mission de Promotion des Matériaux Locaux.	Formation
9	CNDT : Centre National de Développement Technologique.	Formation
10	CNE : Centre National D'éducation.	Formation

b) Nouer des partenariats avec les médias pour une saison d'émissions spéciales

Cameroun : liste à compléter et à diversifier pendant la phase de préparation

- Radio Salaaman de Garoua (radio communautaire au Nord)
- Radio FM Benoué de Garoua (radio communautaire au Nord)
- Radio Dana (radio communautaire à Yagoua (Extrême-nord)
- Radio Tikiri (Maiganga, 150 km de Ngaoundéré, Adamaoua)
- Radio Annour à Ngaoundéré
- Radios confessionnelles Sawtu Linjiila (musulmane) et Radio Bonne Nouvelle (chrétienne) dans le grand nord du Cameroun.
- Radio communautaire à Bertoua qui émettent jusqu'à Abong Bang : Radio Aurore, 4G EST, Faada Sahel

RD Congo : information à compléter pendant la phase de préparation

c) Négocier des partenariats avec des ministères, entreprises, organisations patronales et autres organisations pour les facilités logistiques et autres commodités nécessaires à la mise en œuvre des activités et formations.

5.3.2 Programme de formation en construction

a) Contenu des formations :

Programme complet de formation sur la recherche et l'innovation (méthodologie de recherche, rédaction d'articles scientifiques, comment breveter une innovation, etc.)

Résultats : nombre de jeunes formés, nombre d'articles publiés et nombre d'innovations générées.

Contenu de formation en fonction des besoins pédagogiques. Formation pratique ou d'habilité pour bien aborder le monde du travail et être plus compétitif avec des habilités.

Thèmes de formation :

- **Méthodologie de la recherche** (collecter des données, échantillonnage, comment savoir démarrer une étude/recherche, réflexe à développer, cas pratique : un bon exemple concret).
- **Rédaction d'articles scientifiques et écriture et présentation de rapport**, différence compte rendu, rapport, PV et articles scientifiques

- **Aptitude de rédaction et de vulgarisation** des résultats de recherches, identifier les besoins et connaître les revues où publier les écrits. Comment vulgariser les résultats de la recherche
- **Financement de la recherche** : Comment postuler au programme de formation de l'Union européenne, Fullbright, CRDI et autres, recherche de bourse.
- **Déontologie et éthique dans la recherche** :
 - o Formation éthique et déontologie,
 - o Ecriture scientifique,
 - o Approche systémique,
 - o Techniques et outils de traitements de données qualitatives et quantitatives, traitements informatiques des données de terrains qualitatives et quantitatives (logiciels libres : QGIS,)
 - o Lire et comprendre un article,
- **Cycles de gestion de projets scientifiques** sur le développement durable
- **Accès à l'information scientifique et aux bases de données** : utilisation, gestion et manipulation de Base de données accessibles en version libre (inventaires, bibliographies...).
- **Ingénierie numérique**: culture et formation/initiation en informatique, littératie des données
- **Innovation** : Création, design et fabrication numérique, comment générer une innovation ? comment breveter une innovation ? Les formes alternatives de protection des innovations pour répondre à la problématique de l'accès à la protection et portée de la protection, préservation et valorisation du savoir-faire local
- **Eco-citoyenneté** : Gestion durable des déchets (solide, liquide, pollution sonore), Gestion de l'eau (sources d'eau, accès à l'eau, gestion, utilisation, conservation, traitement...), etc.
- **Entrepreneuriat** : idéation (comment transformer son idée ou son projet de recherche en projet d'entreprise), Business model canvas, Business plan, pitch, construire sa carrière de chercheurs-innovateur-entrepreneur, construire et développer son réseau professionnel (réseautage), partage d'expériences à succès d'acteurs du DD, marketing (vendre ses produits/services ; marketing digital, construire sa e-réputation).

b) Profils et groupes cibles

Objectif formation présentielle : 800 jeunes à former dont 240 femmes. Les personnes handicapées, personnes vulnérables doivent être prises en compte.

- **Groupes cibles** : Jeunes scientifiques, techniciens et ingénieurs, Innovateurs scientifiques ou pas (centre de formation professionnelle ou pas), chercheurs indépendants.
- **Cibles** :
 - o **Jeunes diplômés** : programmes de formation qui cible des universitaires et chercheurs afin d'outiller et former des jeunes scientifiques aptes à produire des articles et œuvres scientifiques pour pérenniser la recherche.
 - o **Innovateurs** : programme de formation qui cible des innovateurs n'ayant pas forcément un bagage universitaire, mais qui innove et valorisent le savoir-faire endogène ou recycle des produits, Startup, etc.
- **Tranche d'âge** : 20 à 35 ans

c) La durée et le calendrier des formations

- **Durée d'une session de formation en présentiel** : 7 à 14 jours en fonction des modules retenus et des activités.
- **Période de formation** : Eviter la saison des pluies et les périodes d'examen
 - o Cameroun : entre mars et avril et octobre novembre
 - o RDC : entre mars et avril et octobre à décembre
- **Calendrier** :
 - o 8 formations, dont 4 au Cameroun et 4 en RDC pour 2022
 - o 8 formations, dont 4 au Cameroun et 4 en RDC pour 2023

d) Les lieux de formation

8 formations présentiellees au Cameroun en 2022 et 2023

50 participants par formation soit 400 jeunes scientifiques à former

1. **Abong-Mbang** - jeunes de l'Est + jeunes **RCA**
2. **Dschang** – jeunes de l'Ouest et Nord-Ouest
3. **Ebolowa** – jeunes du Sud + jeunes du **Gabon** et de la **Guinée équatoriale**
4. **Edéa** – jeunes du littoral + Sud-Ouest + **Sao Tomé**
5. **Maroua** – jeunes de l'Extrême Nord et Nord + jeunes du **Tchad**
6. **Mbalmayo** – jeunes du Centre
7. **Ngaoundéré** – jeunes de l'Adamaoua + jeunes **RCA**
8. **Sangmélina** avec l'Université inter-états point informatique – jeunes du Sud Cameroun + **jeunes Congo Brazza**)

8 formations présentiellees en RDC en 2022 et 2023

50 participants par formation soit 400 jeunes scientifiques à former

1. **Kinshasa** (jeunes de Kinshasa + jeunes **Congo Brazza**)
2. **Goma** (avec possibilité d'avoir des jeunes du **Rwanda et du Burundi**)
3. **Kisangani**
4. **Kananga**
5. **Lubumbashi**
6. **Inongo** (Maidombe, province forestière, Congo et RDC)
7. **Kisantu** (+ jeunes **Congo Brazza**)
8. **Mbandaka** dans l'Equateur (logistique avion, RCA, Congo Brazza)

NB : Logistique avion sauf Kinshasa et Kisantu

e) A la fin de la formation

Prévoir une attestation de participation

f) Les critères de sélection des bénéficiaires des formations

Groupe cible 1 : Universitaires, chercheurs, scientifiques, techniciens et ingénieurs.

- Être âgé de 20 à 35 ans
- Être en bonne santé physique et mentale (un engagement sur l'honneur à signer).

- Résider dans la région choisie lors de la candidature. La proximité du lieu de résidence est à privilégier.
- Jeunes diplômés (BAC+3, licence, masters, doctorat)
- Être entièrement disponible pendant toute la durée de la formation
- Présenter un projet et la valeur ajoutée de la formation pour le candidat avec un centre d'intérêt et de recherche pour les technologies et les innovations environnementales. (Remplir la fiche de projet en ligne).
- Lettre de recommandation d'un encadreur académique ou professionnel.
- Pour les innovateurs, présenter le résultat d'innovation
- Être affilié à une université ou un centre de recherche d'un pays membre de la francophonie en Afrique centrale.

Groupe cible 2 : Innovateurs

- Être âgé de 20 à 40 ans
- Être en bonne santé physique et mentale (un engagement sur l'honneur à signer).
- Résider dans la Région que vous aurez choisie lors de votre candidature. Nous privilégions la proximité du lieu de résidence.
- Être entièrement disponible pendant toute la durée de la formation
- Présenter un projet et la valeur ajoutée de la formation pour le candidat avec un centre d'intérêt et une innovation environnementale. (Remplir la fiche de projet en ligne).
- Lettre de recommandation d'une personne ou d'une structure avec laquelle vous avez déjà collaboré.
- Présenter le résultat d'innovation, il peut s'agir d'un produit physique ou en cours de développement.

N. B. Ceux qui choisissent une formation en ligne doivent répondre aux mêmes critères de sélection. Les jeunes chercheurs et les innovateurs ressortissants des autres pays membres de la Francophonie, peuvent également postuler pour suivre les activités en ligne (formation, partage d'expérience, réseautage, restitution).

5.3.3 Autres activités à mener pendant la formation

- a) Cours pratique d'arts, d'informatique (utilisation pratique de l'ordinateur, initiation à la présentation PowerPoint, etc.), de production vidéo et de musique.
- b) Séance de projection vidéo d'une activité de DD pertinente ou d'initiative à succès pour la localité.
- c) Activités de découverte de la nature et de valorisation durable des ressources naturelles : la décentralisation représente une opportunité, les mairies/collectivités territoriales décentralisées seront de formidables partenaires de mise en œuvre. Le contenu sera affiné pendant la phase de préparation, lors des rencontres avec les maires et en relation avec les plans de développement communal. Il s'agira d'échanger avec elles afin de définir les personnes ressources, les types d'activités à mener.
- d) Un projet concret de développement durable mis en œuvre en faveur de la population d'accueil : initiative ou expérience concrète dans la localité, etc.
- e) Mini championnat sportif : Maracaña, football, marathon, basketball

Après les échanges, il reste à établir un programme typique d'une semaine d'activité de la session de formation, intégrant aussi bien les activités de formation et de loisirs/découvertes.

5.3.4 Eléments à déterminer pendant la phase de démarrage

1. Proposer les chercheurs indépendants, consultants/formateurs pour dispenser les formations (nom + numéro de téléphone + adresse e-mail + éventuellement structure de rattachement).
2. Renseigner les structures proposées pour les formations ou l'accueil des participants.
3. Lister les médias communautaires pour les zones ciblées en RDC.
4. Compléter les contacts des médias renseignés pour le Cameroun.
5. Favoriser un mécanisme de mise en réseau des personnes formées et leur accès à la protection de leurs innovations.
6. Les points focaux pourront faire le lobbying pour favoriser la prise en charge du coût de la protection de l'innovation par les ministères concernés.
7. Mettre en place un mécanisme d'accompagnement : Mentoring/Coaching/mise en relation.
8. Définir le nombre de participants par catégorie : nombre de participants chercheurs, nombre de ressortissants d'autres pays de l'Afrique Centrale,



Groupe de travail sur le cadre institutionnel et opérationnel



Groupe de travail sur la gouvernance et le rôle des parties prenantes



Groupe de travail sur le programme de formation

Tableau 1 : Simulation d'une session de formation (programme à adapter en fonction du contexte/ville/village)

Jours	Jour 0	Jour 1	Jour 2	Jour 3	Jour 4	Jour 5
Heures						
5H00		Réveil	Réveil	Réveil	Réveil	Réveil
		Mini championnat sportif	Mini championnat sportif	Mini championnat sportif	Mini championnat sportif	Mini championnat sportif
6h-7h						
7h-8h	Mise en place de l'équipe d'organisation	Préparation pour les activités de la journée	Préparation pour les activités	Préparation pour les activités	Préparation pour les activités	Préparation pour les activités
8h-8h30		Petit déjeuner	Petit déjeuner	Petit déjeuner	Petit déjeuner	Petit déjeuner
8h30-10h30		Accueil officiel par le Maire ou toute autre autorité de la ville/village	Formation des jeunes chercheurs : Méthodologie de recherche : collecter des données, échantillonnage, comment savoir démarrer une étude/recherche, réflexe à développer + cas pratique : un bon exemple concret. Formation des innovateurs : Les 4P (produit, prix, place, promotion) du Mix marketing	Formation jeunes chercheurs : Déontologie et éthique dans la recherche -Formation éthique et déontologie - Ecriture scientifique -Approche systémique Formation des innovateurs : Comment optimiser son système /unité de production ?	Formation jeunes chercheurs : Déontologie et éthique dans la recherche : Techniques et outils de traitements de données qualitatives et quantitatives, traitements informatiques des données de terrains qualitatives et quantitatives (logiciels libres : QGIS,). Formation des innovateurs : Comme développer une chaine de valeur ?	Formation mixte *: 1. Techniques de recherche de financement et de partenariats. 2. Financement de la recherche : Comment et où postuler ou rechercher une bourse ?
10h30-10h45		Libre	Libre	Libre	Libre	Libre
10h45-12h45		Formation mixte en entrepreneuriat : Idéation, comment transformer son idée ou son projet de recherche en projet d'entreprise	Formation mixte en entrepreneuriat : Business model Canevas	Formation mixte en entrepreneuriat : Business model Canevas	Formation mixte en entrepreneuriat : Business plan	Formation mixte en entrepreneuriat : Business plan

12h45-13h45	Accueil des participants au camp	Pause déjeuner	Pause déjeuner	Pause déjeuner	Pause déjeuner	Pause déjeuner
13h45-17h45	+ visite du site et affectation aux dortoirs	Activité externe de développement durable	Écocitoyenneté : planter les arbres	Visite d'entreprise /d'association/site	Sensibilisation	Écocitoyenneté :
17h45-19h30		Retour et préparation pour les activités du soir	Retour et préparation pour les activités du soir	Retour et préparation pour les activités du soir	Retour et préparation pour les activités du soir	Retour et préparation pour les activités du soir
19h30-20h30	Dîner + présentation du programme de la formation	Dîner	Dîner	Dîner	Dîner	Dîner
20h30-22h30	Repos	Soirée réseautage entre les résidents du camp	Partage d'expériences d'un champion du Développement durable	Diffusion de vidéo sur une thématique en lien avec le DD : innovation environnementale	Partage d'expériences d'un entrepreneur à succès	Partage d'expériences d'une championne du DD : innovation technologique

*La formation mixte concerne aussi bien les jeunes chercheurs que les innovateurs.

Jours	Jour 6	Jour 7	Jour 8	Jour 9	Jour 10
Heures					
5H00	Réveil	Réveil	Réveil	Réveil	Réveil
6h-7h	Mini championnat sportif	Mini championnat sportif	Mini championnat sportif	Mini championnat sportif	Préparation pour les activités
7h-8h	Préparation pour les activités	Préparation pour les activités	Préparation pour les activités	Préparation pour les activités	
8h-8h30	Petit déjeuner	Petit déjeuner	Petit déjeuner	Petit déjeuner	Petit déjeuner
8h30-10h30	Formation mixte : -La propriété intellectuelle : protection de sa	Formation jeunes chercheurs : Vulgarisation, formation utilisation,	Formation jeunes chercheurs : Cycles de gestion de projets	Formation mixte : Ville durable	Cérémonie de clôture et de restitution de la formation

	marque, de sa création... -Comment breveter une innovation ? Les formes alternatives de protection des innovations.	gestion et manipulation de Base de données accessibles en version libre (inventaires, bibliographies....). Formation des innovateurs : Management de la qualité, préservation de l'environnement, valorisation du savoir-faire local.	scientifiques et de développement durable. Formation des innovateurs : Management de la qualité, préservation de l'environnement, valorisation du savoir-faire local.	Gestion durable des déchets (solide, liquide, pollution sonore).	-Rapport -Diffusion d'une vidéo documentaire des participants sur l'ensemble des jours et diaporama photos.
10h30-10h45	Libre	Libre	Libre	Libre	Pause-café avec les invités (autorités de ville)
10h45-12h45	Formation mixte : Gestion de l'eau (sources d'eau, accès à l'eau, gestion, utilisation, conservation, traitement...)	Formation mixte en entrepreneuriat : Tirer profit du numérique dans ledéveloppement de son activité/projet.	Formation mixte en entrepreneuriat : Construire et développer son réseau professionnel (réseautage) ?	Formation mixte : Techniques de prise de parole en public et de présentation efficace	Suite de la cérémonie de clôture : -Rapport -Diffusion d'une vidéo documentaire des participants sur l'ensemble des jours et diaporama photos. -Récompenses du Mini championnat sportif
12h45-13h45	Pause déjeuner	Pause déjeuner	Pause déjeuner	Pause déjeuner	Déjeuner de clôture
13h45-17h45	Activité de développement durable (A déterminer à la phase de préparation)	Activité de développement durable (A déterminer à la phase de préparation)	Écocitoyenneté (A déterminer à la phase de préparation)	Écocitoyenneté : Sensibilisation des populations à la préservation de l'environnement (Gestion des déchets ménagers, dans les marchés et les quartiers).	Debriefing et préparation du retour des participants
17h45-19h30	Retour et préparation pour les activités du soir	Retour et préparation pour les activités du soir	Retour et préparation pour les activités du soir	Retour et préparation pour les activités du soir	
19h30-20h30	Diner	Diner	Diner	Diner	
20h30-22h30			Partage d'expériences de champion du DD	Soirée libre à la préparation de la restitution	

N. B. Ce programme sera réaménagé en tenant compte des informations collectées pendant la phase de démarrage. Certaines formations pourront être remplacées par d'autres qui sont plus pertinentes selon le contexte du lieu où se déroulera la formation.

Tableau 2 : Proposition de Plan de mise en œuvre du programme de formation technique

Les activités ci-dessous sont détaillées en sous activités qui correspondent aux phases de préparation, de mise en œuvre du projet adoubé au budget nécessaire pour la réalisation des activités. Les éléments de ce tableau visent une meilleure compréhension de la mise en œuvre de cette composante. Il tient compte des échanges du 28 septembre 2021 et des éléments proposés en atelier

Planning Année 1 : Octobre 2021 – Décembre 2022

Mois		Trimestre 1 (Oct.-Déc 2021)			Trimestre 2 (Janvier-Mars/avril 2022)			Trimestre 3 (Juin-Aout 2022)			Trimestre 4 (Oct.-Déc 2022)			Travail à faire	Résultats	Lieu de l'activité	Acteurs impliqués
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
AP1 : Phase de préparation, préparer du dispositif de formation de 400 jeunes bénéficiaires du programme de formation technique																	
A.P. 1	Regroupement des parties prenantes : Identifier des structures et personnes ressources à mobiliser éventuellement pour la mise en œuvre de ces programmes de formation.													Valider les parties prenantes de lamise en œuvre de la formation technique au Cameroun et en RDC.	Liste des potentiels partenaires définie	En ligne	UK ISF EDEN AFRICA IFDD En lien avec les points focaux
	Contacter/rencontrer les structures sélectionnées y compris négocier les partenariats média													-Rédiger et déposer les lettres de demande d'autorisation -Rencontrer les structures sectionnées	Dépôts des lettres et rencontres effectives (décharges)	Les sites identifiés pour accueillir les formations.	UK ISF EDEN AFRICA IFDD
	Signer les contrats de collaboration/partenariat ou obtenir les autorisations nécessaires pour la mise en œuvre du programme													Elaborer les contrats de collaborationprécisant les droits et obligations de chaque partie.	Signature descontrats de collaboration	En ligne	UK ISF EDEN AFRICA IFDD
	Recrutement des formateurs/consultants													Répertorier les formateurs potentiels dans notre réseau et auprès des structures impliquées.	Signature descontrats	En ligne	UK ISF EDEN AFRICA IFDD
Activité 1 : Mise en œuvre du programme de formation en construction																	
	Appel à candidature pour sélection des bénéficiaires													Conception et diffusion des outils de communication et de promotion : flyer, bannières, etc.	Tous les supports de communication sont produits (soft)	En ligne	IFDD
	(jeunes chercheurs et innovateurs													Sélection des 800 (400 x 2) jeunes sur la base de leurs propositions à l'aide de fiche de projet.	Liste des 800 (400 x 2) bénéficiaires connus	En ligne	IFDD

													+Constituer une bonne base de données / Créer une communauté virtuelle d'acteurs culturels dans laquelle la communication sera diffusée. -Formation à l'utilisation de l'application Zoom /Teams / Googlemeet	Une communauté virtuelle de jeunes acteurs de la R&I créée avec les données collectées. Ex : un groupe facebook adossé à celui du projet et 4 groupes whatsapp.	En ligne	UK ISF EDEN AFRICA IFDD	
	Promotion de l'action – la faire connaître, aimer. Actions de communication médias & hors médias.												-Suivre les actions de communication suivant le mini plan de communication Sensibilisation sur les enjeux de l'entrepreneuriat intégré à la R&I (il faut négocier des partenariats médias). Promotion sur les supports numériques, notamment en destination des internautes géolocalisés au Cameroun, en RDC et dans les autres pays de l'Afrique Centrale.	-les affiches diffusées dans des groupes cibles -Communication en ligne	En ligne et en présentiel	UK ISF EDEN AFRICA IFDD	
	Organisation des 10 jours de formation pour les 800 bénéficiaires sélectionnés dans les pôles de formation. <i>N. B. Les bénéficiaires seront sélectionnés en 2 vagues de 400. Il y aura 4 camps de formation par pays suivant les 2 sessions organisées par an. Soit 50 participants par camp.</i>												-Organiser la formation dans les 16 pôles sélectionnés, soit 8 au Cameroun et 8 en RDC -Définir l'équipe type de formation -Organiser matériellement la formation : logistique, branding, photoreportage, repas, etc. -Rédiger le rapport de formation	-Organiser les 16 sessions de formation -Rapport de formation	En ligne et en présentiel	UK ISF EDEN AFRICA IFDD	
Activités transversales : Actions de visibilité et réseautage virtuel / Accompagnement des jeunes																	
AT.1.	Suivi et animation de la communauté virtuelle												Suivi des formés : Partage d'expérience d'entrepreneurs et réseautage virtuel -Ce suivi sert aussi bien à offrir un accompagnement minimal aux 800 pour leur permettre de nouer des relations d'affaires et donner la visibilité à leurs initiatives. -Partage d'expériences par un entrepreneur à succès et réseautage en présentiel et en ligne	Organiser une rencontre virtuelle tous les trimestres			

Nota Bene : La phase d'accompagnement est essentielle pour avoir des résultats tangibles à présenter au salon de l'innovation. Pour la phase d'accompagnement, il pourra s'agir de recruter des mentors bénévoles, et/ou alors, inclure ceci dans les contrats des consultants/formateurs qui seront recrutés. Il peut s'agit d'une clause contractuelle qui obligera chaque signataire à accompagner un minimum de 10 bénéficiaires par an. Ainsi, en récompensant les bénéficiaires pour leurs innovations au salon de l'innovation, les meilleurs mentors pourront aussi être récompensés. Pour l'année 2, un plan d'accompagnement pourrait être développé.

6. Restitution des études de référence

Deux études de base ont été réalisées, l'une au Cameroun par le Dr François Hiol Hiol et Dr Serge Nzali, et l'autre en République démocratique du Congo par le Dr Juste Wasso et le Professeur Bernard Lututala Mumpasi.

Si pour le Cameroun les résultats sont encore partiels, pour la RD Congo, par contre, la recherche a été finalisée.

L'examen des deux rapports a fait ressortir ce qui suit :

6.1 Des similitudes entre le Cameroun et la RDC

Il ressort des études de base des similitudes ci-après :

1. Les deux études mentionnent une faible capacité de recherches sur les technologies et innovations environnementales (TIE). Ce qui permet de comprendre la faible qualité des projets de recherche qui ont été soumis pour bénéficier des subventions du PDTIE ;
2. Les deux études mentionnent une faible proportion de femmes chercheurs, et de surcroît, des femmes qui font des recherches dans le domaine de l'environnement. Les proportions sont de 11,5% au Cameroun et 8,5% en RD Congo. Ce résultat n'est pas surprenant si l'on considère les taux d'inscription des femmes au niveau supérieur et universitaire ;
3. Le financement de la recherche dans ces deux pays est fait principalement par les organismes internationaux. En deuxième lieu, ce sont les chercheurs eux-mêmes qui financent leurs recherches. Et quand on sait le caractère dérisoire de leurs salaires et revenus, on peut dire qu'outre les organismes internationaux, la recherche dans ces deux pays n'est quasiment pas financée ;
4. Les deux études ne montrent pas comment se fait la promotion des jeunes chercheurs, y compris dans le domaine de l'environnement.

6.2 Des différences

Les deux études font ressortir les dissemblances ci-après :

1. Une plus faible appétence pour la recherche en RD Congo contrairement au Cameroun. L'activité « recherche » ne semble pas attirer beaucoup de scientifiques et d'universitaires congolais. Tout laisse penser que la recherche a été étouffée en RD Congo par le monopartisme, et par la clochardisation des chercheurs et des enseignants universitaires obligés d'exercer d'autres activités pour leur survie. Plutôt que d'être l'activité principale de tout enseignant d'université, elle est devenue une activité accessoire qui ne serait exercée que pour rédiger quelques articles et bénéficier ainsi des avancements en grades.
2. Au Cameroun, c'est l'université de Yaoundé 1 qui réalise la plupart des recherches du pays alors qu'en RDC, cette activité est plutôt distillée à travers plusieurs établissements d'enseignement supérieur et universitaire et de la recherche ;
3. Un nombre moyen de publications extrêmement faible en RD Congo : à peine 1 à 3 par institution au cours des trois dernières années ;

4. Les financements mobilisés pour la recherche sont plutôt dérisoires en RD Congo : à peine 3250 \$ en moyenne au cours des trois dernières années ;
5. Les chercheurs congolais recourent plus aux médias internationaux pour s'informer sur les financements de la recherche.

6.3 Recommandations

Après échange en plénière, il a été recommandé ce qui suit aux deux chercheurs :

1. Finaliser les études de base
2. Inclure dans les analyses la proportion des jeunes chercheurs
3. Inclure dans les rapports les raisons qui font que les femmes ne se retrouvent pas représentées suffisamment dans le dernier carré de la recherche et innovation environnementale.
4. Spécifiquement pour la RDC, de travailler en fonction de l'indicateur « CGI » en lieu et place de l'indicateur Scopus proposé par les chercheurs pour obtenir les données de référence. Le CGI demeure l'indicateur de base du projet PDTIE.

Nous présentons ci-dessous la synthèse des travaux de recherche des deux pays : le Cameroun et la RDC.

Étude de référence au Cameroun

Problèmes	objectifs	Méthodologies	Résultats
Faibles capacités de recherches sur les TIE dans les Etablissements de l'ESU et des CR	Objectif principal avec 8 objectifs spécifiques déroulés : définir les données de références des groupes cibles	1. Délimitation du sujet aux travaux en lien avec les technologies vertes qui est un système dynamique favorisant le développement harmonieux entre l'homme et la nature en s'appuyant sur les études de Guo et <i>al.</i> (2020) 2. Utilisation de système de 5 classifications des technologies vertes définies par Guo et <i>al.</i> : qualité de l'environnement, utilisation de revenus, consommation de l'énergie, santé humaine et protection de la nature. De cette classification, les auteurs ont créé des sous catégories (soit 25) pour faciliter la collecte des données 3. Recherche documentaire avec <i>Google scholar</i>, <i>ResearchGate</i>, <i>Science direct</i>, <i>Springer</i> et <i>Elsevier</i>. Ils ont pu utiliser des mécanismes intéressants pour accéder aux recherches payantes. 4. Collecte des données : enquêtes et entretiens auprès des cibles : administrations, ministères, PME, ménages, universités,... qui utilisent les innovations. Enquête par questionnaire. Les cibles ont été cartographiées par administration: 11 ministères, les directions des centres de recherche, ... et par zone géographique, les centres de recherche, les universités, les porteurs d'innovations, les OSC, les foires, les institutions clés, les PME pouvant créer de la richesse à partir des résultats de l'innovation.	75% du travail effectué : revue documentaire achevée La recherche documentaire a identifié 103 laboratoires Les thèmes de recherche sont ceux appartenant aux 5 grandes catégories des technologies vertes : 46% des thèmes de recherche sont orientés vers le développement durable à la faculté des sciences de l'université de Yaoundé avec 505 publications <u>Total</u> : 875 chercheurs dont 11% des femmes (100 femmes) et 19% des enseignants qui ont fait des découvertes. La plupart des recherches sur les technologies vertes sont effectuées à l'Université de Yaoundé1. Les innovations environnementales sont plutôt observées à travers 111 PME, 5 accélérateurs, 77 start-up, 29 incubateurs et 121 regroupements agricoles

Étude de référence en RDC

Problèmes	Objectifs	Méthodologies	Résultats
Faibles capacités de recherche sur les TIE dans les établissements de l'ESU et des CR	Définir les données de référence des groupes cibles	1. Collecte des données : Revue de littérature pour comprendre et affiner la méthodologie 2. Subdivision du pays en 5 pôles scientifiques : Kinshasa, Kananga, Katanga, Kivu et Kisangani 3. Mini-enquête en ligne auprès de 41 institutions contactées et 284 formulaires remplis en ligne 4. Analyse et interprétation des données	Indicateur du score GCI avec 1 <i>baseline</i> de 15,7 (en 2019), n'a pas permis de mieux mener les analyses sur le terrain. Pour se rapprocher de cet indicateur, les auteurs ont eu à recourir au rapport de publication de Scopus utilisé par AISTI/NEPAD et qui statue sur : - le nombre de publications par chercheur, - la connaissance des articles par thème de recherche, - le nombre d'articles par donateurs <u>Les résultats suivants sont trouvés :</u> - 386 institutions de l'ESU et CR subdivisés en 4 catégories : les universités, les IST, les ISP et les écoles supérieures ont été identifiées, au lieu de près de 1000 qui sont signalées par le Ministère de l'ESU; - 103 CRS ont été ciblés, dont 53,4% sont basés à Kinshasa. - 2 laboratoires spécialisés en TIE - 68% de recherches appliquées dans le domaine de DD - Faible proportion des femmes scientifiques soit 8,5% dans l'ESU et 11,4% dans les CR et encore moins dans la filière TIE (3,7 %) ; ces pourcentages diminuent au fur et à mesure qu'on avance en grades - 71 filières en RDC dont 42,3% pour les filières R&I et DD et représentent 52,43% des lauréats avec 25,45% des filles ; - Sources d'informations nationales (35%) et internationales (65%). Le contact physique demeure la source d'information la plus utilisée - 220 sur 347 publications les 3 dernières années avec un nombre moyen variant entre 1 et 3 par institution. - Budget moyen 3250 dollars US par projet pour les 33 mois. - Bailleurs par ordre d'importance : Coopération belge, Fonds propres du chercheur lui-même, UE, BM/BAD, Gouvernement RDC

7. Validation du Manuel des procédures

Les recommandations issues des groupes de travail ont permis d'alimenter et d'améliorer le manuel des procédures. Après échange en plénière, le manuel des procédures tel que modifié a été validé.

8. Jury de sélection

Dans le cadre du PDTIE, un appel à propositions composé de neuf lots spécifiques structurés autour de quatre activités principales du projet a été lancé du 20 mai 2021 au 20 septembre 2021 afin de sélectionner des entités tiers qui, à travers des projets innovants, devraient permettre de créer un environnement inclusif et favorable au développement durable pour la R&I au Cameroun et en RDC. Ce dispositif de soutien financier aux tiers (SFT) d'une enveloppe globale de 2,73 millions d'euros (€) a pour but d'octroyer des subventions d'un montant allant de 150 000 à 400 000 € à quinze organismes établis dans ces deux pays, pour mettre en œuvre chacune un projet d'une durée de 6 à 24 mois.

Compte tenu des conditions d'éligibilité aux subventions assez strictes, le principal enjeu était de mobiliser grâce à une plateforme intuitive, une forte communication, un accompagnement de proximité et un plaidoyer institutionnel, suffisamment d'organisations éligibles capables d'accéder aux financements prévus.

À la date de clôture de la phase 1 de l'appel (30 août 2021), dite d'examen de l'éligibilité (en référence aux critères d'éligibilité des lignes directrices), 623 soumissionnaires avaient entamé la démarche de dossiers de candidature sur la plateforme de candidatures dont 507 n'ont jamais été finalisés. Ce sont au total 52 organisations potentiellement éligibles sur 116 dossiers complétés et formellement soumis qui ont ainsi été retenues et contactées pour bénéficier d'un accompagnement visant à les assister dans la finalisation de leur dossier d'éligibilité, notamment en ce qui concerne les deux preuves de subventions de R&I supérieures à 75 000 euros. Au final, seules 20 d'entre elles ont été en mesure de produire les documents et ont vu leur éligibilité validée.



De ces 20 organisations éligibles qui ont été invitées à participer à une clinique d'accompagnement (axée sur la rédaction de la proposition) pour soumettre leur dossier final, 19 ont complété leur dossier de candidature sur la plateforme dédiée à cet appel.

Un jury multipartite de sélection composé de seize membres issus des administrations en charge des affaires étrangères, du développement durable, de la recherche scientifique et de l'innovation des deux pays, de même que d'experts indépendants et de représentants des partenaires du PDTIE a retenu six projets : trois au Cameroun et trois en RDC. Les six projets tiers bénéficiant en 2021 d'un financement global de 1 260 000 euros sont les suivants :

- Lot 1.1 : École nationale polytechnique de Yaoundé (Cameroun) pour la mise en place du **Fab Lab Polytech Yaoundé** spécialisé en énergie durable, pour une subvention accordée de 300 000 euros.
- Lot 1.2 : Université Évangélique en Afrique (RDC) pour la mise en place du **FabLab EcoDéchets Bukavu** spécialisé en gestion et valorisation des déchets, avec une subvention accordée de 300 000 euros.
- Lot 2.1 : École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux pour une étude portant sur **l'état des savoirs locaux et autochtones en matière de développement durable et leur utilisation** en tenant compte des spécificités liées au genre et à l'égalité femme et homme en RDC et au Cameroun, avec une subvention accordée de 150 000 euros.
- Lot 4.1 : École nationale supérieure des sciences agro-industrielles de l'Université de Ngaoundéré (Cameroun) pour la **Projet d'excellence en production d'innovations technologiques en agro-industrie**, avec une subvention accordée de 170 000 euros.
- Lot 4.1 : Mission de Promotion de Matériaux Locaux (Cameroun) pour le projet sur la **Production et diffusion des innovations pour les constructions écologiques et les équipements au Cameroun**, avec une subvention accordée de 170 000 euros.
- Lot 4.2 : Université de Kinshasa (RDC) pour la création du **Centre de Recherche et d'Innovation Technologique en Environnement et en Sciences de la santé (CRITESS)**, avec une subvention accordée de 170 000 euros.

Le jury a souligné que ces 6 projets devaient être accompagnés dès le départ pour l'amélioration de leur budget et de leur projet conformément aux recommandations du jury.

Par ailleurs, le jury a recommandé de lancer une 2^e phase de l'appel à propositions avant la fin du mois d'octobre 2021, pour satisfaire les lots non pourvus en partie ou en totalité, c'est-à-dire pour les neuf subventions restantes à verser. Cet appel a été lancé du 13 octobre 2021 au 13 décembre 2021 sur la plateforme rénovée à cet effet : <https://ifdd.wiin.io/fr/>

9. Formation administrative et financière

En marge des activités de lancement, une formation administrative et financière a été organisée par Madame Bibiane Kukosama à l'intention des assistants administratifs et financiers du Cameroun et de la RDC. Les coordinateurs du PDTIE de chaque pays étaient aussi autorisés à y participer. Il s'est agi de passer en revue les procédures financières à respecter, d'échanger ou communiquer sur les difficultés de gestion financière de chaque pays, d'effectuer le contrôle de gestion financière et de présenter le rapport financier.



Les échanges ont permis de ressortir les difficultés auxquelles sont confrontées les équipes pays, notamment le manque de bureau, le taux de change flottant pour le cas de la RDC, etc.

Chaque équipe a fait une présentation sur l'avancement des activités du projet, spécialement dans le volet financier, permettant ainsi de relever les faiblesses et d'examiner les différentes pistes de solutions.

10. Annexes

10.1 Programme de l'atelier de lancement

Date : 27 - 28 septembre 2021

Lieu : Hôtel Memling, Kinshasa

27 septembre 2021		
Horaires	Activités	Responsables/Participants
8h30 - 9h00	Accueil et installation des participants	Equipe du projet
Séance d'ouverture (publique & en mode hybride)		
9h00 – 10h15	- Mot de bienvenue de Monsieur Odilon Gamela NGINDU, Recteur de l'Université Kongo - Allocution de M. Ibrahim NORBERT RICHARD, Sous-secrétaire général, Département des Questions politiques et du développement humain de l'OEACP - Allocution de Mme Simona MARI, Experte senior Unité STI et digitalisation, DG Partenariats internationaux, Commission européenne	Université Kongo : coordonnateur pays hôte OEACP Commission Européenne

	• Allocution de S.E.M Jean-Marc CHÂTAIGNIER, ambassadeur de l'Union européenne en RDC (Prononcée par Monsieur SILLANO) • Présentation du programme de Recherche et innovation de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, par Mme Laure DUTAUD, Unité d'assistance technique du Programme • Allocution de M. Tounao KIRI, Directeur a.i. de l'IFDD, présentation du projet PDTIE et des équipes du projet • Allocution de Son Excellence Madame Ève Bazaiba MASUDI, Vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et du développement durable (Prononcée par Monsieur KITUMBA) • Allocution d'ouverture de Son Excellence Monsieur Christophe LUTUNDULA APALA, Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères (Prononcée par Madame TSHIBANDA MUSHIYA)	Délégation de l'Union européenne en RDC OACPS R&I-UAT IFDD/Eden/ISF/UK Ministère de l'Environnement et du développement durable de RDC Ministère des affaires étrangères
10h15 - 10h45	Pause-café – Photo de groupe - Départ des officiels	Participants
11h30-13h	Ouverture de l'atelier de travail et présentation du programme <u>Organisation des groupes de travail</u> Groupe de travail A : Cadre institutionnel et opérationnel du projet Groupe de travail B : Gouvernance et rôles des parties prenantes et synergies entre les intervenants Groupe de travail C : Programme de formation technique	Lionelle NGO-SAMNICK Brice SORGHO Jean ETOBE Lionelle NGO-SAMNICK
13h-14h30	Déjeuner	
14h30-15h00	(Suite des travaux) Groupe de travail A : Cadre institutionnel et opérationnel du projet Groupe de travail B : Gouvernance et rôles des parties prenantes et synergies entre les intervenants Groupe de travail C : Programme de formation technique	Brice SORGHO Jean ETOBE Lionelle NGO-SAMNICK
15h00 - 15h15	Pause-café	
15h15-17h00	(Fin des travaux) Groupe de travail A : cadre institutionnel et opérationnel du projet Groupe de travail B : Gouvernance et rôles des parties prenantes et synergies entre les intervenants Groupe de travail C : Programme de formation technique	Brice SORGHO Jean ETOBE

		Lionelle NGO-SAMNICK
28 septembre 2021		
9h00 – 10h30	- Restitutions des travaux de groupe	<u>Rapporteurs des groupes</u> Diane NDEUNA (Eden Africa) et Bernard LUTULALA et Val MASSAMBA (UK)
10h30-10h45	Pause-café	
10h15 – 12h00	- Échanges et synthèse des travaux des travaux de groupe	<u>Rapporteurs des groupes</u> Diane NDEUNA (Eden Africa) et Bernard LUTULALA et Val MASSAMBA (UK)
12h-13h00	Déjeuner	Participants
13h30 - 15h00	Présentation des documents produits pendant la phase de démarrage : - Étude de référence - Manuel de procédures Objectif : Fournir aux participants un aperçu général des documents produits et retour d'expériences de l'opérationnalisation du projet	- François HIOL et Juste WASSO (consultants nationaux) - Brice SORGH
15h00 - 15h15	Pause-café	
15h15-16h15	Présentation des étapes à venir: - Plan de travail des 6 mois à venir - Accompagnement des tiers - Communication Objectif : Échanger avec les participants sur les approches à privilégier pour accompagner efficacement les bénéficiaires tiers tout en planifiant les prochaines étapes du projet	Equipes-projets (IFDD-REPAC- Équipes pays)
16h15-16h45	Clôture de l'atelier	Equipes-projets (IFDD-REPAC- Équipes pays)
29-30 septembre 2021		
Horaires	Activités en parallèle	Responsables/Participants
8h30 - 9h00	Jury de sélection - Ouverture de la réunion du jury de sélection - Adoption de l'ordre du jour - Examen des candidatures reçues - Sélection des bénéficiaires par lot : - Recommandations du jury - Rédaction et signature du PV de sélection - Clôture de la réunion	Membres du jury
	Formation de l'équipe administrative et financière - Revue des procédures financières - Etat d'avancement des activités	Equipe du projet

	• Echanges sur les difficultés de gestion financière • Contrôle de gestion financière • Présentation du rapport financier • Pistes de solutions	
--	--	--

10.2. Liste des participants

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

1. Madame Néfertiti TSHIBANDA MUSHIYA

Correspondante nationale de la RDC auprès de l'OIF
Déléguée générale de la Francophonie
Ministère de la Coopération au Développement
Kinshasa

2. Monsieur Yves KITUMBA

Directeur de Cabinet et Représentant la Vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et développement durable, Eve BAZAÏBA
Ministère de l'environnement et du développement durable de la RDC
Kinshasa

3. Madame Bernadette NZAMBA

Sécétaire générale de l'industrie
Ministère de l'industrie de la RDC
Kinshasa

4. Monsieur Yvon MWENGWE MUHONGO

Conseiller académique
Ministère de l'Enseignement Secondaire et Universitaire de la RDC
Kinshasa

5. Monsieur Patrick VUALU IBULA MAMBENGA

Conseiller en charge des questions politiques et diplomatiques
Cabinet du Vice-Premier ministre
Ministère de l'environnement et du développement durable de la RDC
Kinshasa

6. Monsieur Glodi BOKOLE BOTEYI

Conseiller et Expert au Cabinet du Ministre
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique de la RDC
Boulevard du 30 juin - Place Royal
Kinshasa

7. Monsieur Donatien KABWE MULAMBA

Conseiller
Ministère de la Formation Professionnelle et Métiers de la RDC
Kinshasa

8. Monsieur Pascal TCHELO

Conseiller
Ministère de l'Entrepreneuriat, des Petites et Moyennes Entreprises de la RDC

9. Monsieur Joël KAPEND'A KAPEND

Conseiller
Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité de la RDC

10. Monsieur Patrick MEMVANGA BONDO

Professeur
Université de Kinshasa
République démocratique du Congo

11. Madame Joséphine NTUMBA

Enseignante-chercheur
Université de Kinshasa
République démocratique du Congo

12. Monsieur Isaac DIANSAMBU

Professeur

École régionale post-universitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux (ERAIFT)
Kinshasa - République démocratique du Congo

CAMEROUN

13. Professeur Christian Marie ZAMO AKONO

Direction des Accréditations Universitaires et de la Qualité (DAUQ)
Ministère de l'Enseignement supérieur du Cameroun
Yaoundé

14. Dr Christelle AMINA DJOULDE

Directrice de la Coopération Scientifique et Technique
Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation du Cameroun
Yaoundé

15. Monsieur ADAMA Saïdou

Directeur de la promotion du développement durable
Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable du Cameroun

EXPERTS INDEPENDANTS

16. Monsieur Juste YAMONEKA WASSO

Expert
Université de Ngoma
Ngoma - RDC

17. Madame Thérèse IZAY KIRONGOZI

Expert
Women's Technology
Kinshasa - RDC

18. Monsieur François HIOL HIOL

Expert
Enseignant-chercheur
Yaoundé - Cameroun

19. Monsieur NDJALI BENG

Ex-Directeur du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle
Expert Management Technologique et Propriété Industrielle
Yaoundé - Cameroun

AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE

20. Monsieur Jean Calvin TJOMBE

Coordonnateur PRICNAC
AUF Afrique centrale et Grands lacs
Boulevard de la Réunification, Ngoa-Ekell
Extension de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines
Université de Yaoundé 1

PARTENAIRES

21. Monsieur Laurent SILLANO

Chef de la coopération de la délégation de l'UE en RDC, représentant l'Ambassadeur de l'UE en RDC
Kinshasa

22. Monsieur Filippo SARACCO

Programme Manager
Délégation de l'Union Européenne en RDC
Kinshasa

23. Madame E. Lionelle NGO-SAMNICK

Spécialiste de programmes
Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)
Organisation internationale de la Francophonie
Québec, Canada

24. Madame Bibiane KUKOSAMA

Assistante de programme
Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)
Organisation internationale de la Francophonie
Québec, Canada

25. Monsieur Delwendé Brice Rodrigue SORGHO

Attaché de programme
Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale (REPAC)
Organisation internationale de la Francophonie
Libreville, Gabon

26. Monsieur Odilon Gamela NGINDU

Recteur
Université Kongo - RDC

27. Monsieur Val Lulendo Mpanda MASAMBA

Coordonnateur National du PDTIE en RDC
Université Kongo - RDC

28. Monsieur Bernard Mumpasi LUTUTALA

Enseignant – chercheur, attaché de programmes PDTIE en RDC
Université Kongo - RDC

29. Monsieur Eleuthère MVUNDA

Assistant Administratif et financier du PDTIE en RDC
Université Kongo - RDC

30. Monsieur Jean Merlin ETOBE

Coordonnateur National du PDTIE au Cameroun
Ingénieurs Sans Frontières
Yaoundé - Cameroun

31. Mme Carine Diane NDEUNA TCHOUMENI

Présidente Exécutive, attaché de programme du PDTIE au Cameroun
Eden Africa
Douala Cameroun

PARTICIPATION A DISTANCE

32. Dr Ibrahim NORBERT RICHARD

Sous-secrétaire général en charge du département des questions politiques et du développement humain
Organisation des États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (OEACP)
Bruxelles, Belgique

33. Madame Laure DUTOUR

Unité de gestion du Programme ACP-UE de renforcement des capacités de recherche et d'innovation dans les pays ACP
Organisation des États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (OEACP)
Bruxelles, Belgique

34. Madame Simona MARI

Experte senior STI et digitalisation
Direction générale des Partenariats internationaux
Commission européenne
Bruxelles, Belgique

35. Monsieur Tounao KIRI

Directeur a.i.
Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)
Organisation internationale de la Francophonie
Québec, Canada

36. Madame Claire SCHIETTECATTE

Attachée de programme chargé de la formation et de l'innovation
Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)
Organisation internationale de la Francophonie
France

37. Madame Adeline BITENG

Assistante administrative et financière du PDTIE au Cameroun
Ingénieurs Sans Frontières
Yaoundé - Cameroun

38. Mme Nadège H. MACHE

Chargée de communication du PDTIE au Cameroun

Eden Africa

Douala Cameroun